

L'INFO DU JOUR

Grand Paris Express : un nouveau pilote, mais un même cap

Le changement de pilote à la tête de la Société du Grand Paris (SGP) aura-t-elle une incidence sur la construction du supermétro ? Son futur président, Philippe Yvin, s'est voulu rassurant, mardi, lors de son audition à l'Assemblée nationale, passage obligé avant l'officialisation de sa nomination.

Il a promis une « concertation très approfondie avec les élus et la participation du public » sur les 205 km de futures lignes et les 72 gares qui devront être construites d'ici 2030 : « J'entends poursuivre la méthode de M. Guyot (NDLR : son prédécesseur) », a-t-il déclaré pour éteindre toute polémique et rassurer les acteurs économiques. Ces derniers n'avaient pas caché leur inquiétude, craignant que ce nouveau casting soit synonyme de retard à l'allumage pour la mise en orbite du Grand Paris Express.

Interpellé par des élus sur des sujets sensibles

Etienne Guyot avait été nommé à la tête de la SGP par l'ex Premier ministre François Fillon (UMP). Il a donc « tenu » de nombreux mois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Beaucoup d'élus lui ont rendu hommage et salué son « travail remarquable, son expertise et son dévouement pour ce projet qui vise à améliorer la vie de 12 millions de Français ». Philippe Yvin, conseiller à Matignon et proche du socialiste Claude Bartolone — le



Paris (VII^e), mardi. Lors de son audition à l'Assemblée nationale, Philippe Yvin a promis une « concertation très approfondie avec les élus et la participation du public » sur les 205 km de futures lignes et les 72 gares qui devront être construites d'ici 2030.

président de l'Assemblée nationale (PS) lorgnerait sur la présidence de la future métropole du Grand Paris en 2016 —, a donc tout intérêt à montrer patte blanche pour ce dossier majeur d'intérêt général.

« Un tel projet ne peut souffrir de trop de changements dans sa gouvernance », a insisté Jacques-Alain Bénisti (UMP, Val-de-Marne). D'autres élus ont aussi voulu appuyer là



où ça risque de faire mal. Yves Albarelo (UMP, Seine-et-Marne) a ainsi évoqué la délicate question de « la traversée par les tunneliers de zones gypsifères. Pour éviter les effondrements, il faudra consolider, donc il y aura des surcoûts, et tout cela n'a pas été chiffré ! » Et quid des « 60 millions de tonnes de déblais qu'il faudra stocker [...], la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne

étant frieux à l'idée d'accueillir tous les déblais d'Ile-de-France », a encore interrogé le député.

En attendant des réponses concrètes, ces promesses de consultation se sont déjà matérialisées par une première enquête publique sur la ligne 15 Pont-de-Sèvres - Noisy-Champs et un avis favorable rendu le 3 février.

B.S.